Carresse-Cassaber : finances de la commune

Commune · Pyrénées-Atlantiques (64) · 676 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Carresse-Cassaber affichait un encours de dette de 1,1 M€, soit 1 654 € par habitant, une épargne brute égale à 12,5 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 13,7 ans.

Dette par habitant
1 654 €
1,1 M€ au total

Capacité de désendettement
13,7 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
12,5 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
845 € / hab.
571 k€ au total

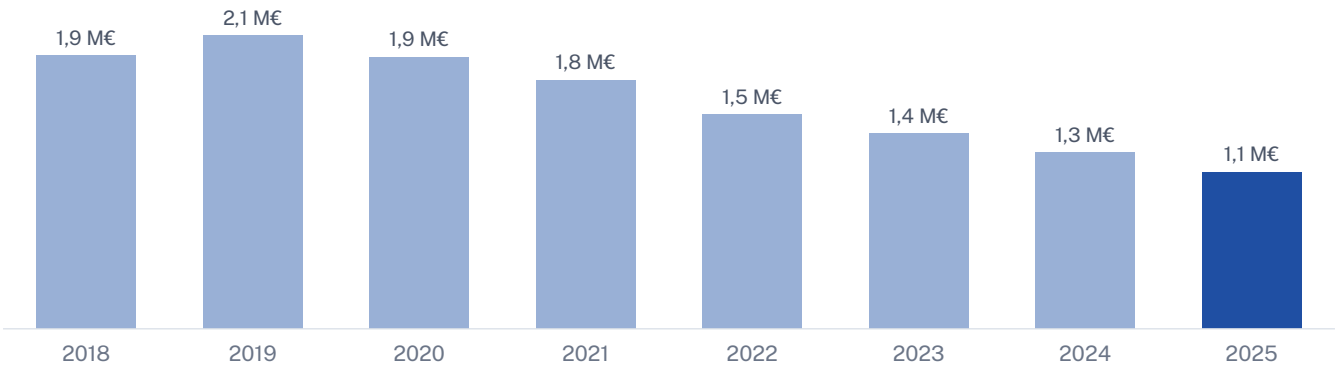
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	845 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	31,7 %	268 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	12,5 %	120 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 654 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	99 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	574 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,9 M€ en 2018 à 1,1 M€ en 2025 (-42,6 %). Valeur la plus haute : 2,1 M€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,9 M€	19,6 %	16,5 ans	68 k€
2019	2,1 M€	19,2 %	17,9 ans	526 k€
2020	1,9 M€	31,5 %	9,3 ans	129 k€
2021	1,8 M€	46,3 %	4,6 ans	39 k€
2022	1,5 M€	22,9 %	10 ans	26 k€
2023	1,4 M€	18,1 %	12,1 ans	59 k€
2024	1,3 M€	14,9 %	12,4 ans	94 k€
2025	1,1 M€	12,5 %	13,7 ans	67 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Carresse-Cassaber	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 654 €	201 €	+721,4 %
Impôts locaux par habitant	574 €	295 €	+94,5 %
Frais de personnel par habitant	268 €	244 €	+9,9 %
Investissement par habitant	99 €	178 €	−44,7 %
Taux d'épargne brute	12,5 %	15,7 %	
Capacité de désendettement	13,7 ans	1,6 ans	

Jumelles : Saint-Pierre-es-Champs (60), Les Baux-de-Breteuil (27), Saint-Ennemond (03), Ossey-les-Trois-Maisons (10), Ors (59), Pludual (22), Acheux-en-Amiénois (80), Sapois (88), Courtomer (61), Condé-en-Brie (02). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	685	676	−1,3 %	+0,8 %
Dette par habitant	3 054 €	1 654 €	−45,8 %	−15,6 %
Impôts locaux par habitant	506 €	574 €	+13,4 %	+28,4 %
Frais de personnel par habitant	193 €	268 €	+38,9 %	+26,8 %
Taux d'épargne brute	19,2 %	12,5 %	−6,7 points	−5 points
Capacité de désendettement	17,9 ans	13,7 ans	−4,1 ans	−0,4 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		610 €		1 847 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Carresse-Cassaber	Comparaison
Habitants (2023)	664	−1,5 % depuis 2012 (département : +6,9 %)
65 ans ou plus (2023)	23,8 %	département : 25,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3 pour 100 habitants	département : 3,9
Salariés du secteur privé (2025)	57	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	77	+1,3 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	104,1	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

230 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 160 emplois, soit 63 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	6,5 %	2,3 %	1,3 %	9,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,6 %	8,4 %	6,6 %	11,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	16,6 %	20,1 %	3,7 %
Professions intermédiaires	32,3 %	27,5 %	26,4 %	23,9 %
Employés	39,2 %	26,6 %	26,1 %	9,2 %
Ouvriers	13,4 %	18,6 %	19,5 %	42,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Pyrénées-Atlantiques (64)) : 27 472 au moins, dont 51,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 809	50,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 449	49,8 %
Agents d'entretien de locaux	1 381	83,3 %
Agriculteurs	1 303	30,5 %
Viticulteurs, arboriculteurs	1 227	28,4 %
Aides-soignants	1 126	63,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de l'hôtellerie	1 102	64,1 %
Cuisiniers	949	72,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	909	63,8 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	630	37,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Carresse-Cassaber
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	57 k€ pour 1 projet
Par habitant	84 € (communes de même taille : 210 € ; département : 205 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	30 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.